



Sessionsbericht – Wintersession

Rapport de session – Session d'hiver

29. November bis 17. Dezember 2021

Von Michael Mandl, Fraktionssekretär

Zahlreiche Erfolge trotz schwierigen Umständen

Schon zu Beginn der Wintersession war rasch klar, dass die erst kürzlich «zurückgewonnene» Freiheit im Bundeshaus dank der 3G-Regel inkl. des Covid-Zertifikates nur von kurzer Dauer sein wird. Wie so oft in den letzten Jahren im Corona-Modus war die Freude nur von kurzer Dauer und das Plexiglas-Regime wurde wieder aufgezogen. Gleichzeitig hat sich bereits abgezeichnet, dass weitere Verschärfungen notwendig werden. Unter diesem Aspekt war es auch wenig überraschend, dass die Beratung der erneuten Revision des Covid-Gesetzes ganz und gar nicht im Sinne der FDP-Liberalen Fraktion herausgekommen ist. Anstatt einer raschen Abkehr von den Unterstützungsmassnahmen wurden diese sogar noch verlängert und gleichzeitig die Schnelltests für asymptomatische Personen wieder Gratis zugänglich gemacht. Erfreulich daran ist einzig, dass dies fast die einzige grössere Niederlage während der ganzen Wintersession war.

Trotz den schwierigen Umständen konnte die FDP-Fraktion nämlich wichtige Erfolge am Laufmeter feiern, die in diesem Sessionsbericht noch vertieft werden. Speziell in der Vorsorge wurden in dieser Session die Weichen in die richtige Richtung gestellt. Weil der bürgerliche Block unter der Leitung der FDP gut funktioniert hat, konnte man in der ersten Säule endlich eine mehrheitsfähige Reform durchs Parlament verabschieden. Dass die Linken mehr oder wenig unabhängig vom Ergebnis und unter völliger Ignoranz der finanzpolitischen Realitäten in der Vorsorge das Referendum ankündigten, untermauert ihre ideologische Verblendung. Würden alle Regierungsparteien bei so zentralen Entscheiden für die ganze Schweiz so verantwortungslos handeln, wären wir wohl weiterhin ein primär landwirtschaftlich geprägtes Land ohne Innovation und Wohlstand. Zum guten Glück gibt es weiterhin konstruktive Kräfte, die sich unter anderem auch klar bei der Reform des BVG durchgesetzt haben. Nach der Erstberatung konnte so die Voraussetzung geschaffen werden, dass diese Reform zu einer echten Verbesserung der Vorsorgesituation in der zweiten Säule beiträgt.

Apropos Landwirtschaft: Auch im Bereich der Innovation konnte die FDP diese Session einen sehr wichtigen Erfolg feiern. So wurde nämlich bei der Verlängerung des Gentech-Moratoriums dank des Stichentscheides unseres Ratspräsidenten im Ständerat, SR Thomas Hefti, eine wichtige Ausnahmeklausel verabschiedet, die von der FDP eingebracht wurde. Damit wird die Tür zur Innovation in der Landwirtschaft geöffnet, die im Hinblick auf die Schaffung von resistenteren Sorten zentral ist und vor dem Hintergrund des Klimawandels ganz neue Optionen ermöglicht.

Und last but not least durfte die FDP in dieser Session auch personelle Erfolge verbuchen. So wurde einerseits unser Bundesrat Ignazio Cassis zum neuen Bundespräsidenten ab 2022 gewählt und andererseits darf die FDP im Ständerat den Sitz des Ratspräsidenten mit SR Thomas Hefti übernehmen. Die FDP nimmt damit nicht nur inhaltlich, sondern auch personell Verantwortung für die erfolgreiche und nachhaltige Zukunft der Schweiz.



1. AVS21: la réforme est sous toit

Près de quatre ans après son lancement, l'importante réforme AVS21 a été adoptée à une large majorité par le Parlement. Seule la gauche s'y est opposée, pour des motifs purement idéologiques.

L'âge de référence de la retraite des femmes sera progressivement harmonisé avec celui des hommes. La hausse se fera en quatre étapes de trois mois chacune, l'année suivant l'entrée en vigueur de la réforme. Cette mesure permettra à l'AVS d'économiser 10 milliards de francs sur dix ans. Pour atténuer les effets pour les femmes proches de la retraite, un régime de compensation est mis en place. La période de transition couvre neuf années. Les concernées auront droit à un supplément à vie pour celles qui prendront leur retraite dès l'âge de référence ou des conditions plus avantageuses pour celles qui la prendraient de manière anticipée. Dans le détail, le supplément mensuel sera de 160 francs pour les femmes avec un revenu annuel déterminant jusqu'à 57'360 francs, 100 francs jusqu'à 71'700 francs et 50 francs dès 71'701 francs. Les montants décidés en fonction du salaire visent surtout à aider les bas revenus pour qui l'AVS est importante. Le montant de ces suppléments sera progressif puis dégressif. Députés et sénateurs se sont aussi mis d'accord pour que le supplément soit octroyé en dehors du système de rente AVS. Il n'est donc pas soumis au plafonnement des rentes pour les femmes mariées. En outre, le supplément ne sera pas pris en compte dans le calcul de la rente complémentaire. Cela ne péjorera ainsi pas la situation des plus bas revenus. Quant à la retraite anticipée, plus une femme quittera tôt le marché du travail, plus elle sera pénalisée. Les femmes avec un revenu inférieur à 57'300 francs pourront continuer de prendre leur retraite à 64 ans sans diminution de rente. Ce modèle de compensations occasionnera un coût de 3,252 milliards de francs de 2024 à 2032. Cela correspond à environ un tiers des économies réalisées grâce à la hausse de l'âge de la retraite. Le taux de TVA sera lui augmenté de 0,4 point de pourcentage, toujours pour couvrir les besoins financiers de l'AVS. Cette mesure devrait rapporter environ 1,4 milliard par an.

Pour le PLR, cette réforme est importante, car elle constitue un pas dans la bonne direction. En revanche, il est clair qu'au vu de la situation financière délicate dans laquelle se trouve l'AVS, une réforme structurelle devra rapidement être mise sur les rails. Avec leur initiative populaire, les Jeunes - Libéraux-Radicaux ont montré la voie à suivre. Le groupe libéral-radical s'engagera en faveur de ce texte au Parlement.

2. LPP21: la réforme est sur la bonne voie

Le Conseil national a entamé la réforme du 2^{ème} pilier. Cette réforme est indispensable car les paramètres de la prévoyance professionnelle ne correspondent plus aux réalités démographiques et du monde du travail. Plusieurs milliards de francs sont redistribués chaque année des actifs aux retraités, et l'accès au 2^{ème} pilier reste trop limité en particulier pour les femmes. Le PLR s'engage à réduire la redistribution des actifs vers les retraités, à assainir la LPP plutôt qu'augmenter ses prestations, et à améliorer la situation des personnes travaillant à temps partiel et à bas salaires. Concernant la génération transitoire, le PLR s'est battu avec les autres partis bourgeois pour des mesures de compensation ciblées, rejetant le mécanisme de l'arrosoir et de renforcement de la redistribution proposé par le Conseil fédéral et une partie des partenaires sociaux.

Dans l'ensemble, le groupe Libéral-Radical est satisfait des correctifs apportés au projet par la chambre du peuple. Le seuil d'entrée dans la LPP devrait être abaissé de 21'150 à 12'548 et l'âge de cotisation avancé de 25 à 20 ans, ce qui permettra d'accroître le capital des assurés à long terme. Le montant de coordination devrait être divisé par deux (12'443.-), ce qui constitue un pas dans la bonne direction : le PLR s'est battu pour une suppression totale, afin de mieux couvrir les bas salaires et travailleurs à temps

partiel, mais il n'a malheureusement pas trouvé de majorité pour cela. Les personnes de plus de 55 ans ne devraient plus être pénalisées par des bonifications vieillesse trop élevées. Il ne restera plus que deux taux selon le modèle choisi : un taux de 9% entre 20 et 44 ans, puis un taux de 14% dès 45 ans jusqu'à l'âge de la retraite. Le PLR soutient cette démarche, mais aurait voulu aller plus loin en introduisant un taux unique de 11,7% pour les nouveaux entrants dans le système. Il n'a malheureusement pas obtenu de majorité pour cela.

Afin d'atténuer la redistribution des actifs vers les retraités, le taux de conversion doit être réduit de 6,8% à 6%. Pour garantir le niveau des rentes de chacun, des mesures de compensation sont nécessaires. Rejetant le modèle du Conseil fédéral et une partie des partenaires sociaux, qui renforcerait la redistribution au lieu de la combattre et fonctionnerait sur le principe de l'arrosoir, la majorité du National, groupe Libéral-Radical compris, a opté pour un modèle plus juste sur le plan intergénérationnel et plus ciblé : une indemnisation des assurés directement concernés par la baisse du taux de conversion durant les 15 premières années qui suivent l'entrée en vigueur de la loi. Ceux-ci seulement, environ 35% - 40% des rentiers, recevraient un supplément de rente. Ce-dernier serait financé en priorité par l'utilisation des réserves des caisses de pension et ensuite seulement par des cotisations de 0,15% sur les salaires LPP. Se montrant d'emblée peu constructive, la gauche a déjà annoncé vouloir saisir le référendum contre cette réforme.

3. Prolongement de la loi covid

Le Parlement a prolongé jusqu'à fin 2022 plusieurs dispositions de la loi Covid-19. Les tests redeviendront partiellement gratuits. Les tests rapides antigéniques et les PCR salivaires en pool seront pris en charge. Ils permettent d'avoir accès au certificat. Le PLR s'est opposé à un retour de la gratuité de ces tests de convenance, estimant qu'ils ne permettent pas de sortir de la crise, qu'ils coûtent cher à la collectivité (près de 50 millions par semaine), et qu'ils sont contre-productifs, puisqu'ils récompensent les comportements irresponsables. La décision de ne pas se faire vacciner est une décision personnelle. Les coûts qui en découlent ne doivent pas être répercutés sur la collectivité.

Les demandes de prolongation dans les domaines du sport ou de la santé n'ont quant à elles pas été contestées. Ces dispositions concernent par exemple l'importation facilitée de certains médicaments ou les directives en matière de quarantaines. Dans le domaine économique, les Chambres fédérales ont estimé qu'il fallait donner de la sécurité aux acteurs au vu de la situation sanitaire très imprévisible. Le dispositif d'aide est ainsi prolongé jusqu'à la fin de 2022, mais ne sera activé qu'en cas de nécessité. Le PLR aurait préféré revenir aux instruments ordinaires d'aide à l'économie, mais la majorité de centre-gauche l'a emporté, et le groupe libéral-radical a approuvé la loi au vote final. Cette révision au caractère urgent entre en vigueur immédiatement. Elle peut être attaquée en référendum.

4. Verrechnungssteuerreform: Ein weiterer, wirtschaftspolitischer Erfolg der FDP

Nach dem Nationalrat im Herbst stimmte nun auch der Ständerat in der Wintersession mit 32 zu 12 Stimmen der längst überfälligen Reform der Verrechnungssteuer zu. Das Geschäft musste anschliessend noch einmal zwischen beiden Räten bereinigt werden, womit sie bereit für die Schlussabstimmung war. In der Schlussabstimmung wurde die Vorlage in beiden Räten angenommen, wobei die Ratslinken sie konsequent ablehnten.

Schon zuvor zeichnete sich die ablehnende Haltung der Ratslinken ab, als die SP nach Annahme der Vorlage in der Gesamtabstimmung im Ständerat ein Referendum ankündigte. Die Reform sei Teil der «bürgerlichen Salamtaktik» und ein weiteres «Steuergeschenk». Dies, obwohl die Reform der Verrechnungssteuer insgesamt ein gutes Kosten-Nutzen-Verhältnis hat und massgeblich zur Stärkung des Finanz- und Wirtschaftsstandorts Schweiz beitragen und neue Beschäftigungsimpulse auslösen wird. Aus diesem Grund setzt sich die FDP seit Jahren dafür ein, die Wettbewerbsnachteile zu beseitigen,

welche sich die Schweiz mit dem aktuellen Verrechnungssteuersystem schafft. Konkret soll mit der Reform die Verrechnungssteuer auf inländischen Zinserträgen weitgehend abgeschafft und die Umsatzabgabe auf Schweizer Obligationen aufgehoben werden. Mit der Reform soll es beispielsweise attraktiver werden, aus der Schweiz heraus Obligationen zu emittieren.

Angesichts der dringend notwendigen wirtschaftspolitischen Reformen im Kontext der Coronakrise aber auch der drohenden Mindeststeuerregelung hat die FDP überhaupt kein Verständnis für die Bestrebungen der Ratslinken, einmal mehr mittels Referendum eine konkrete Massnahme, welche die wirtschaftlichen Perspektiven unserer Bevölkerung und Wirtschaft verbessern würde, zu bekämpfen. Sollte das Referendum Zustandekommen, wird sich trotz der klaren Annahme durch die Parlamentsmehrheit auch noch das Volk damit befassen dürfen.

5. Voranschlag 2022: Budget weiterhin von Pandemie geprägt

Auch der Voranschlag 2022 ist von ausserordentlichen Ausgaben im Zusammenhang mit der Pandemie geprägt. Drei Nachmeldungen, fast ausschliesslich corona-bedingt, kündigten zudem ein Finanzierungsdefizit von über 2 Milliarden Franken an. Die FDP setzte sich in beiden Räten für eine sparsame Verwendung der öffentlichen Mittel ein und für die konsequente Einhaltung der Schuldenbremse. Daher sprach sich die FDP auch klar gegen den Antrag der ausserpolitischen Kommission des Nationalrates aus, den Kohäsionsbeitrag an ausgewählte EU-Staaten zu verdoppeln.

Die Beratung des Vorschlags ging zu Beginn schnell von statten, nach der ersten Runde der Differenzbereinigung gab es nur noch drei umstrittene Punkte: die Personalkosten der Bundesverwaltung, die Gelder für Kinderschutzprojekte und die Frage der ordentlichen oder ausserordentlichen Buchung der Coronahilfspakete. Bei diesen Punkten hielten die Räte jeweils an ihren Standpunkten fest, bis nach über drei Beratungsrunden hinweg nur noch Uneinigkeit bei einem Punkt herrschte. Konkret ging es um die vom Ständerat vorgeschlagene Querschnittskürzung von 21 Millionen Franken bei den Personalausgaben, welche der Nationalrat konsequent ablehnte. Da beide Räte an ihren Positionen festhielten, war eine Einigungskonferenz notwendig. Mit 14 zu 11 Stimmen wurde anschliessend der Antrag der Einigungskonferenz, dem Ständerat zu folgen, gutgeheissen. Die FDP unterstützte die Querschnittskürzung bei den Personalausgaben, denn es ist besorgniserregend, wie die Verwaltung ständig weiterwächst und neue Ausgaben verursacht. Der Bundesrat sollte diesen Kürzungsentscheid als Aufforderung verstehen, künftig zurückhaltender zu sein und neue Stellenaufstockungsbegehren kritischer zu prüfen.

Insgesamt sieht der Voranschlag nun Mehrausgaben von rund 236 Millionen Franken gegenüber dem bundesrätlichen Entwurf vor. 233 Millionen gehen auf Erhöhungen für den Bahninfrastrukturfonds zurück, und auch die Milchzulagen und die Beihilfen an der Zuckerrübenanbau wurden um 8 beziehungsweise 7 Millionen Franken erhöht.

6. Massentierhaltungsinitiative scheitert im Erstrat

In der Wintersession hat sich der Nationalrat als Erstrat mit der Massentierhaltungsinitiative und dem direkten Gegenentwurf des Bundesrats befasst. Die Initiative hat zum Ziel, das Tierwohl sowie Regeln für den Import von tierischen Produkten in der Verfassung aufzunehmen und Massentierhaltung zu verbieten. Dafür sollen Anforderungen festgelegt werden, die mindestens denjenigen der Bio-Suisse-Richtlinien von 2018 entsprechen. Der direkte Gegenentwurf des Bundesrats nimmt das Grundanliegen der Initiative auf, geht jedoch in einem Punkt noch weiter. Anstatt nur für Tiere in der landwirtschaftlichen Tierhaltung, soll der Schutz des Wohlergehens als allgemeiner Grundsatz für alle Tiere in der Verfassung verankert werden.

Die vorberatende Kommission hatte die Initiative zur Ablehnung empfohlen. Der Nationalrat ist dieser Empfehlung gefolgt mit 111 zu 60 Stimmen bei 19 Enthaltungen. Auch der Rückweisungsantrag und der direkte Gegenentwurf fanden keine Mehrheit. Dies zur Freude der FDP, denn obwohl das Tierwohl auch für die FDP einen hohen Stellenwert einnimmt, überschiesst die Initiative das Ziel. Die heute bestehenden Rechtsgrundlagen tragen den Anliegen der Initianten bereits ausreichend Rechnung. Zudem ist die Massentierhaltung bereits heute verboten, und die Schweiz hat die weltweit strengste Regulierung der Nutztierhaltung. Aus liberaler Sicht müssen zudem nicht nur die Produzenten, sondern auch die Konsumenten zur Verantwortung gezogen werden. So könnte bei der Nachfrageentwicklung angesetzt werden, mit entsprechender Aufklärungsarbeit und der Bereitstellung von guten Produkten. Als nächstes wird sich die vorberatende Kommission des Ständerats mit der Initiative befassen.

7. Strafraahmenharmonisierung: Mit Einigkeit zum Ziel

Diese Vorlage kam nach den Beratungen in den vergangenen Sessionen mit nur noch vier Differenzen in die Wintersession. Bei der finalen Beratung bewies die FDP eine hohe Geschlossenheit, die u.a. zu wichtigen Siegen in der Differenzbereinigung führte. So auch bei der Qualifikation eines Diebstahls mit Explosion, wo der Ständerat der Position der FDP bzw. der grossen Kammer folgte. In der folgenden Beratung übernahm die grosse Kammer ohne Abstimmung, auf Empfehlung ihrer Kommission, die Position des Ständerats zur Verjährung im Verwaltungsstrafrecht. So reicht eine Strafverfügung nicht mehr aus, um die Verjährungsfrist aufzuhalten, es braucht zwingen ein erstinstanzliches Urteil. Eine weitere Differenz konnte betreffend die Strafe für Gewalt und Drohungen gegen Beamten behoben werden. Gewalt und Drohung gegen Beamte kann demnach künftig nur noch in leichten Fällen mit einer Geldstrafe geahndet werden. Zudem konnte sich der Ständerat auch in der letzten Differenz durchsetzen: Bei den Delikten, bei denen das Gesetz Geldstrafen von mindestens dreissig Tagessätzen vorsieht, soll auch die vorgesehene Freiheitsstrafe mindestens dreissig Tage betragen. Der Umrechnungsschlüssel gilt auch, wenn bei der Geldstrafe mehr Tagessätze vorgesehen sind. Im Gegensatz zu den linken Parteien hat die FDP zusammen mit der Mehrheit in beiden Kammern den Lösungsvorschlag der Einigungskonferenz angenommen und somit den Weg für die Annahme in der Schlussabstimmung geebnet.

8. Gentechnikmoratorium: Ausdauer zahlt sich aus

Die FDP setzt sich seit bald 16 Jahren gegen das von allen anderen Parteien mitgetragene Gentechnikmoratorium und dessen Verlängerung ein. Aus liberaler Sicht entbehrt sich dieser perpetuierten Verbotspolitik eine wissenschaftliche Grundlage und entspringt veralteter Dogmen. Der Schaden dieses Technologie- und Innovationsverbot trägt der Standort Schweiz. Umso erfreulicher ist es, dass die FDP mit ihrer ausdauernden Politik einen Sieg erringen konnte.

Schon in der vorberatenden Kommission hatte nämlich die knappe Mehrheit für eine Ausnahmeklausel des Moratoriums gestimmt. Damit soll die Genom-Editierung, bei welcher kein transgenes (artfremdes) Erbmateriale eingefügt wird, vom Verbot ausgenommen werden. Angeführt von einer geschlossenen FDP-Deputation haben Teile des bürgerlichen Lagers den Mehrwert erkannt und die Ausnahme unterstützt. Dank dem FDP-Ständeratspräsident, SR Thomas Hefti, konnte diese Ausnahme mit Stichentscheid angenommen werden und geht mit dieser einen Differenz zurück in den Nationalrat.

9. Rechtssicherheit dank Übergangsregelung im CO2-Gesetz

Das geltende CO2-Gesetz ist im Grundsatz unbefristet. Die darin enthaltenen Reduktionsziele gelten jedoch nur bis Ende 2021. Nach der Ablehnung der Totalrevision des CO2-Gesetzes durch das Stimmvolk laufen nun diese Zielwerte Ende Jahr aus und benötigen eine Übergangslösung. Da insbesondere die wichtigen Instrumente der bestehenden Klimapolitik wie die Treibstoffkompensation und die Erhöhung und Befreiung von der CO2-Abgabe von der Zielerreichung abhängig sind, müssen die

Ziele dringlich verlängert werden. Nur so kann eine Gesetzeslücke für wichtige und gut funktionierende Massnahmen wie das Zielvereinbarungssystem verhindert werden.

Die Deputation der FDP hat sich in beiden Kammern aktiv dafür eingesetzt, dass die mit dem bestehenden CO2-Gesetz auslaufenden Massnahmen möglichst nahtlos über diese Übergangsgesetzgebung bis 2024 verlängert werden können. Auf neue Regulierungstatbestände, die über die bestehende Gesetzesgrundlage hinausgehen, wie das diverse Anträge vor allem von Links wünschten, konnte erfolgreich verzichtet werden. Nach einer raschen Differenzbereinigung im Verlauf der Wintersession konnte nun mit der klaren Annahme in der Schlussabstimmung Rechts- und Investitionssicherheit bis mindestens 2024 geschaffen werden. Die Neuauflage zum neuen CO2-Gesetz, die ebenfalls heute in die Vernehmlassung geschickt wurde, soll dann ab 2025 Klarheit schaffen.

10. DNA-Profil-Gesetz: Verbesserungen für die Strafverfolgungsbehörden

Die Revision des DNA-Profil-Gesetzes, welches durch eine Motion des verstorbenen FDP-Nationalrat Albert Vitali angestossen wurde, führt unter anderem die Phänotypisierung ein, die es den Strafverfolgungsbehörden ermöglicht, mehr Informationen aus einer DNA-Spur herauszulesen. Folglich soll damit die Sicherheit der Schweizer Bevölkerung erhöht werden.

Zu Beginn der Wintersession befand sich das Geschäft im Differenzbereinigungsverfahren, wobei zwei relevante Differenzen verblieben. So ging es einerseits um die Frage des Inhalts des Deliktskatalogs bzw. ob dieser weit oder eng gefasst werden sollte sowie um eine Kompetenzzuweisung. Leider fand die von Nationalrätin Riniker getragenen Minderheit, die eine Ausweitung des Deliktskatalogs verlangte und der sich die FDP geschlossen anschloss, keine Mehrheit im Nationalrat. Bei der zweiten Differenz, die die Aufbewahrung der Daten bei einem Freispruch durch die Staatsanwaltschaft ermöglichte, hielt der Nationalrat sowie die FDP-Deputation an ihrem Entschluss fest, keine Anordnung durch ein Zwangsmassnahmengericht zu fordern. Der Ständerat ist in seiner zweiten Beratung der Position des Nationalrats gefolgt, womit die Vorlage bereinigt wurde.

Mit der sehr deutlichen Annahme in der Schlussabstimmung wurde das Gesetz erfreulicherweise abgeschlossen, womit auch die Gefahr für ein Referendum eingeschränkt wurde. Das ist speziell aufgrund der umstrittenen Materie sehr erfreulich und auf die gute Arbeit der FDP-Deputationen in den vorberatenden Kommissionen zurückzuführen.

11. Vereinigte Bundesversammlung (VBV)

Bundesstrafgericht: Alberto Fabbri (Mitte) steht für die Amtsperiode 2022 bis 2023 dem Bundesstrafgericht vor. Er wurde mit allen 209 gültigen Stimmen gewählt.

Als Vizepräsidentin wurde **Joséphine Contu Albrizio (FDP)** gewählt. Sie arbeitet seit der Schaffung des Gerichts im Jahr 2004 bei der Behörde, zunächst als Gerichtsschreiberin und seit 2010 als Richterin.

Ferner bestimmte die Bundesversammlung Maric Demont (Grüne), Felix Ulrich (SVP) und Maurizio Albisetti Bernasconi (Mitte) als ordentliche Richter/Richterinnen am Bundesstrafgericht. Sie ersetzen Stephan Blättler (SVP), Claudia Solcà (Mitte) und Cornelia Cova (SVP).

Bundesverwaltungsgericht: Der neue Präsident des Bundesverwaltungsgerichts heisst **Vito Valenti (FDP)**. Er wurde mit allen 234 gültigen Stimmen gewählt.

Kathrin Dietrich (Mitte) ersetzt Vito Valenti im Vizepräsidium. Auch ihre Wahl war unbestritten.

Als neue Mitglieder ans Bundesverwaltungsgericht wurden Christoph Errass (GLP), Chrystel Tornare Villanueva (SVP) und Iris Widmer (Grüne) gewählt.

Militärkassationsgericht: Das Parlament wählte Stefan Wehrenberg (SVP) für den Rest der Amtsperiode 2020 bis 2023 zum Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Er tritt die Nachfolge des zurückgetretenen Paul Tschümperlin (Mitte) an.

12. Geschäfte beider Räte

Cargo sous terrain : Le Parlement, groupe libéral-radical inclus, a adopté la loi sur le transport de marchandises. Celle-ci vise à permettre et faciliter le projet « Cargo sous terrain ». Elle règle les conditions pour sa mise sur pied et son exploitation. Condition sine qua non pour un soutien libéral au projet, un financement de la Confédération y est exclu.

Soutien aux transports publics : Comme l'an dernier, le Parlement a cette année aussi adopté un paquet de mesures pour aider les transports publics à compenser les effets de la pandémie de coronavirus. L'effondrement du nombre de passagers causé par la pandémie continue en effet de frapper durement les transports publics. Le transport régional, local, touristique et de marchandises bénéficieront de cette aide. Le groupe libéral-radical a soutenu ce paquet.

Loi sur les étrangers et l'intégration : Les personnes bénéficiant d'une admission provisoire en Suisse pourront changer de canton pour un travail, mais en principe pas se rendre à l'étranger. Le Parlement, groupe Libéral-Radical compris, a adapté leur statut en adoptant une modification de la loi. Les détenteurs de permis F pourront changer de canton s'ils suivent une formation ou trouvent un emploi dans un autre canton. Mais seulement après douze mois de travail. Un horaire de travail difficile ou un trajet trop long doivent également permettre le déménagement. Le Parlement serre en revanche la vis pour les voyages. Comme les réfugiés, les personnes admises provisoirement se verront expressément interdire dans la loi de se rendre à l'étranger. Le permis F sera en principe automatiquement retiré si son détenteur effectue un voyage dans son pays d'origine sans y être autorisé. Une telle autorisation ne pourra être accordée que si le voyage est nécessaire pour préparer son retour.

Anlagefonds: Mit dem sogenannten "Limited Qualified Investor Fund" (L-QIF) soll eine neue Fondskategorie geschaffen werden, die qualifizierten Anlegern eine Alternative zu ähnlichen ausländischen Produkten bietet. Das Parlament hat nun die rechtlichen Grundlagen dazu bereinigt. Der Nationalrat folgte bei der letzten zuvor noch offenen Differenz dem Ständerat. Demnach können nur professionelle Anleger die neuen L-QIF emittieren. Bundesrat und Ständerat konnten den Nationalrat schliesslich davon überzeugen, dass Vermögensverwalter von der Fondskategorie ausgeschlossen sein sollen. In der Schlussabstimmung wurde die Vorlage jeweils deutlich angenommen in beiden Räten, wobei die Ratslinken es jeweils ablehnten.

Sport- und Kulturvereine: Das Parlament will, dass mehr ehrenamtlich geführte Sport- und Kulturvereine von der Mehrwertsteuer befreit werden. Aus diesem Grund soll die dafür massgebliche Umsatzgrenze angehoben werden. Laut einem Kompromissvorschlag des Ständerates soll diese neu bei 250'000 Franken liegen. Der Ständerat, der zuletzt 300'000 Franken als Freigrenze vorgeschlagen hat, baute damit dem Nationalrat eine Brücke, welcher dieser annahm. Der Nationalrat hatte zuerst auf 200'000 Franken beharrt. In der Schlussabstimmung wurde die parlamentarische Initiative, welche auf unseren Nationalrat Olivier Feller zurückgeht, im Ständerat einstimmig, und im Nationalrat mit einer deutlichen Mehrheit angenommen.

Bankengesetz: Im Falle eines Bankkonkurses kommen Kundinnen und Kunden künftig rascher an ihr Geld. Der Nationalrat hat alle noch bestehenden Differenzen zum Ständerat bei der Teilrevision des Bankengesetzes ausgeräumt. Die grosse Kammer folgte damit oppositionslos dem Antrag ihrer vorberatenden Wirtschaftskommission. In der Differenzbereinigung erklärte sich der Nationalrat unter anderem einverstanden damit, auch Vermögen in Kryptowährungen in die Vorlage aufzunehmen. Beim Artikel über die Sanierung von Kantonalbanken strich er eine Formulierung, der dessen Geltung auf Kantonalbanken mit Staatsgarantie beschränkt hätte. Die FDP unterstützte die Vorlage, denn damit wird

die Stabilität der Banken im Stressfall und die Bedienung der Ansprüche sichergestellt. In der Schlussabstimmung wurde die Vorlage von beiden Räten einstimmig angenommen.

Stiftungen: Mit der Revision des Stiftungsrechts sollen die gesetzlichen Rahmenbedingungen für Stiftungen verbessert und der Stiftungsstandort Schweiz gestärkt werden. In der Schweiz gibt es über 13'000 Stiftungen, die rund hundert Milliarden Franken verwalten. In der Wintersession wurden die letzten Differenzen zwischen den Räten ausgeräumt. Strittig war zuletzt noch, wie Entschädigungen für Stiftungsräte gesetzlich geregelt werden sollen. Mit 113 zu 67 Stimmen bei 3 Enthaltungen folgte die grosse Kammer dem Antrag ihrer Rechtskommission und schloss sich dem Ständerat an. So wird nicht explizit im Gesetz festgehalten, dass Stiftungsräte, die auch künftig steuerbefreit wären, eine "angemessene Entschädigung" erhalten können. Die FDP lehnte diesen Punkt einstimmig ab, unterlag jedoch der Ratsmehrheit. In der Schlussabstimmung wurde das Geschäft vom Ständerat einstimmig angeschlossen, und es erzielte auch im Nationalrat eine klare Annahme, einzig die SVP lehnte die Vorlage ab. Somit ist das Geschäft aus dem Jahr 2014 abgeschlossen.

Innovationsförderung: Bei der Innovationsförderung verbleibt eine Differenz. So forderte der Nationalrat eine Bandbreite bei der Projektkostenbeteiligung der Unternehmen von 30 bis 50 Prozent, während der Ständerat die Beteiligung bei 40 bis 60 Prozent ansetzen wollte. Nach mehreren hin und her, bei welchen die FDP-Deputation ihren jeweiligen Kammern treu blieben, scheiterte der Kompromissvorschlag von Nationalrat Wasserfallen der eine Bandbreite von 40 bis 50 Prozent festschreiben wollte. Obwohl geschlossene in ihren Reihen unterlag die FDP der Ratsmehrheit. Der Nationalrat schwenkte auf die Position des Ständerates ein. Das Geschäft wurde in der Schlussabstimmung angenommen.

13. Geschäfte des Nationalrats

Transport de voyageurs : Le National a traité une première fois la réforme du trafic régional de voyageurs. Celle-ci clarifie notamment les règles pour les entreprises de transports qui perçoivent des subventions. Un élément nécessaire après les abus liés à CarPostal, BLS et autres. Contre l'avis du PLR, le conseil a introduit dans la loi un rabais sur les cartes journalières pour les élèves. Les Libéraux-Radicaux s'y sont opposés, estimant que cette mesure dont les coûts s'élèvent à 20 millions de francs par an ne relève pas de la compétence de la Confédération et soulignant que la branche a déjà annoncé une amélioration volontaire de son offre de rabais journaliers. La réforme prévoit aussi d'introduire une nouvelle plateforme numérique commune de distribution des prestations pour les entreprises de transports qui disposent d'une concession. Les cantons et la Confédération devront aussi indemniser les entreprises pour certains coûts liés au matériel roulant historique. Sur un plan plus global, la réforme prévoit des conventions d'objectifs pluriannuelles conclues entre la Confédération et les cantons, et les entreprises de transports. Le projet renforce par ailleurs le financement d'innovations. Les projets-pilotes et les prototypes pourront être directement soutenus par la Confédération. Bien que n'étant pas satisfait sur tous les éléments de cette réforme, le groupe Libéral-Radical l'a soutenue au vote sur l'ensemble.

Primes d'assurance-maladie : Les cantons devraient pouvoir continuer à tenir des listes noires d'assurés en retard dans le paiement de leurs primes d'assurance maladie. Le Conseil national, avec une majorité du groupe libéral-radical, veut laisser aux cantons la possibilité d'avoir recours à cet instrument s'ils le souhaitent. Les personnes figurant sur ces listes ne peuvent être traitées qu'en cas d'urgence. Dans le cadre de cette même révision de la LAMal, la chambre basse rejette la proposition du Conseil fédéral de contraindre les assurés en retard de paiement à s'affilier à un modèle d'assurance alternatif, comme le médecin de famille. En outre, les enfants ne devraient plus être tenus pour responsables des primes impayées par leurs parents. Cette disposition devrait également valoir pour les jeunes adultes encore en formation.

Loi sur les voies cyclables : Après les Etats, le National a lui aussi approuvé la nouvelle loi sur les voies cyclables. Celle-ci oblige les cantons à planifier et à réaliser des réseaux de voies cyclables, sans limiter leur marge de manœuvre. La collaboration avec des organisations privées spécialisées a aussi fait

l'objet de discussions fournies. Une majorité du groupe libéral-radical a tenté, sans succès, d'empêcher que les associations de cyclistes ne participent à la planification des voies cyclables, estimant que ce n'était pas leur rôle. Élément important pour les Libéraux-Radicaux, les organisations spécialisées n'auront pas le droit de recourir contre les décisions des autorités. Le National a rejoint les Etats sur ce point important, avançant qu'il n'y avait pas de raison de leur accorder un privilège qui n'existe pas ailleurs. Le coût des mesures est estimé à 1,1 million de francs. Le dossier repart au Conseil des Etats.

Référendum sur les traités internationaux: Les traités internationaux ayant un caractère constitutionnel ne seront pas obligatoirement soumis au référendum. Malgré la volonté du Conseil des Etats, le National, groupe Libéral-Radical inclus, a enterré cette idée. L'Assemblée fédérale peut en effet déjà soumettre au peuple les traités internationaux de grande portée. Actuellement, le référendum obligatoire n'est prévu que pour l'adhésion à des organisations de sécurité collective ou à des communautés supranationales, ainsi que pour les matières nationales qui doivent être réglées dans la Constitution.

Entsendegesetz: In mehreren Grenzkantonen sind seit längerem Gesetze für Mindestlöhne in Kraft. Der Nationalrat spricht sich nun für eine nationale Regelung zur Durchsetzung der Regeln für Entsendete aus - und widersetzt sich damit dem Ständerat. Die grosse Kammer ist auf eine entsprechende Revision des Entsendegesetzes eingetreten. Der Entscheid fiel mit 104 zu 86 Stimmen bei 4 Enthaltungen. Die FDP-Fraktion war bei dieser Frage geteilt, Nationalräte aus grenznahen Kantonen legten ein gewisses Verständnis für das Anliegen an den Tag. Nun ist wieder die kleine Kammer am Zug. Bleibt sie bei ihrem Entscheid, ist die Vorlage vom Tisch. Tritt sie doch noch auf die Änderung des Entsendegesetzes ein, können die beiden Kammern die Details beraten.

Transparenz im Parlament: Doppelbürger im National- und Ständerat sowie im Bundesrat müssen ihre Staatsangehörigkeiten künftig offenlegen, aber nicht mehr zwingend ihre Postadresse. Der Nationalrat hat damit eine letzte kleine Differenz in der entsprechenden Vorlage offengelassen. Der Ständerat möchte nämlich die dienstliche Postadresse in den unter anderem im Internet veröffentlichten Kurzbiografien der Magistratinnen und Magistraten belassen. Der Nationalrat entschied sich jedoch mit 112 zu 69 Stimmen bei zwei Enthaltungen für die Formulierung "dienstliche Postadresse oder E-Mail-Adresse". Die Sprecher der Kommissionsmehrheit begründeten den Kompromissvorschlag insbesondere mit Sicherheitsbedenken, Drohungen gegen Politiker hätten zugenommen. Die FDP unterstützte diesen Kompromissvorschlag.

Maximallohn bei bundesnahen Betrieben: Fast allein auf weiter Flur stand die FDP-Deputation des Nationalrats mit ihrer Forderung keine Lohnobergrenze von einer Million Franken bei bundesnahen Betrieben einzuführen. Nun einige Mitte-Politik verstanden die Materie richtig und unterstützte die Position der FDP. Das populistische Anliegen benachteiligt bundesnahe Betriebe und generiert keinen Mehrwert. Beispielsweise ist eine Swisscom vollständig im Markt integriert und unterliegt einem strengen Wettbewerb, indem sie fortan benachteiligt sein wird.

Swissness: Der Nationalrat folgte mit grosser Mehrheit dem Ständerat und will die Marke "Schweiz" besser schützen. So verlangt die Kommission der APK-S vom Bundesrat, zu diesem Zweck auf höchster Ebene bei der Regierung Chinas vorstellig zu werden. Unsere Deputation war gespalten: So war für zwei Drittel der FDP-Parlamentarier der Markenschutz das schätzenswertere Gut im Gegensatz zu ihren Kollegen, die die Verhinderung von neuen diplomatischen Verstimmungen mit China zu verhindern versuchten.

Sportanlagen von nationaler Bedeutung (Nasak 5): Knapp 80 Millionen Franken spricht der Nationalrat, als Zweitrat, für den Bau von Sportanlagen in den nächsten sechs Jahren. Somit leistet das Parlament einen wichtigen Beitrag an die Verbesserung der Rahmenbedingungen für den leistungsorientierten Nachwuchs- und Spitzensport. Die FDP-Deputation hat, wie fast der gesamte Nationalrat, die Vorlage geschlossen unterstützt. Ebenfalls einstimmig hat die FDP-Deputation für eine

Erhöhung der Reserven gestimmt, um die Flexibilität während der langen Laufzeit zu erhöhen, konnte sich aber leider nicht durchsetzen.

Maximallohn bei bundesnahen Betrieben: Allein auf weiter Flur stand die FDP-Deputation des Nationalrats, unterstützt nur durch einzelne Mitte-Politiker, mit ihrer Forderung keine Lohnobergrenze von einer Million Franken bei bundesnahen Betrieben einzuführen. Das populistische Anliegen, ist starr und undifferenziert. Eine Swisscom beispielsweise ist vollständig im Markt integriert und unterliegt einem strengen Wettbewerb, so wird sie fortan benachteiligt sein, welches nicht im Interesse des Bundes liegen kann.

Änderung Militärgesetz: Seit Umsetzungsbeginn der Weiterentwicklung der Armee (WEA) hat sich gezeigt, dass in einzelnen Bereichen Anpassungsbedarf besteht. In der Beratung begrüßte die FDP ausdrücklich die Weiterentwicklung der FUB in ein Kommando Cyber. Neben den wichtigen Neuerungen im Cyberbereich gaben verschiedenste Minderheitsanträge, sei es von linker oder rechter Seite im Parlament zu reden. Diese konnte aber aufgrund einer standfesten FDP-Deputation verhindert werden. So werden auch in Zukunft die Armee bei Veranstaltungen von nationaler oder internationaler Bedeutung unterstützend wirken, um so die Nähe zur Bevölkerung aufrecht zu erhalten. Mit der Revision wurde die gesetzliche Grundlage für eine Militärluftfahrtbehörde geschaffen. Der Versuch von linker Seite die neue Behörde in ihren Untersuchungskompetenzen bei Unfällen zu beschneiden, war auch dank der FDP chancenlos. Das Geschäft wurde mit überwältigender Mehrheit an den Ständerat überwiesen.

14. Geschäfte des Ständerats

Volet 1b de mesures de lutte contre la hausse des coûts : Après le conseil National, la Chambre des Cantons a elle-aussi rejeté le système de prix de référence pour les médicaments dont le brevet a expiré, qui était proposé par le Conseil fédéral. Les deux chambres se sont mises d'accord pour emprunter un chemin plus direct, en éliminant les incitatifs négatifs qui poussent les pharmaciens à vendre le médicament le plus cher. Il est outre prévu de mieux reconnaître les soins des pharmaciens, afin de réaliser des économies. Cette position correspond à celle du groupe Libéral-Radical au National. Les sénateurs Libéraux-Radicaux se sont engagés, avec succès, contre les mesures dites de « gestion des coûts ». Cette mesure, qui était trop générale et représentait un risque pour les patients, est définitivement biffée du paquet. La chambre haute a tacitement refusé deux mesures pour lesquels le groupe Libéral-Radical s'était engagé au National : l'octroi aux assurances de la possibilité de convenir de rabais par rapport aux prix fixés dans les conventions tarifaires ou par les autorités, et la facilitation des importations des médicaments génériques.

Crédit transport régional de voyageurs : Les transports publics régionaux bénéficieront d'une enveloppe plus importante pour les années 2022 à 2025. Le Conseil des Etats suit le Conseil national, qui avait accepté de débloquer ce crédit à la session d'automne. Cette somme représente environ 250 millions de francs de plus par rapport à la période précédente (2018-2021). Le nouveau crédit permettra de répondre aux besoins liés à la garantie d'une offre fiable et attrayante en matière de transports publics, raison pour laquelle les Libéraux-Radicaux l'ont soutenu.

Versicherungsaufsichtsgesetz (VAG): Das Parlament will die Aufsicht über Versicherungen lockern, die nur Grossunternehmen bedienen. Zudem sollen ungebundene Versicherungsvermittler die Kunden über ihre Provisionen informieren müssen. Und Versicherungen sollen künftig saniert werden können. Nach dem Nationalrat hat am Montag auch der Ständerat das entsprechend revidierte Gesetz gutgeheissen. In der Gesamtabstimmung hiess der Ständerat die Vorlage mit 39 zu 0 Stimmen bei einer Enthaltung gut. Das Geschäft geht zur Differenzbereinigung zurück in den Nationalrat. Das Gesetz legt im Wesentlichen fest, dass für Versicherungen künftig die gleichen Regeln gelten wie für Finanzdienstleister. Die Gesetzesrevision eröffnet die Möglichkeit, dass Versicherungsunternehmen im Krisenfall künftig saniert und nicht direkt liquidiert werden müssen. Und die Vorlage führt eine generelle Ombudspflicht für alle Versicherer ein.

Ausschaffungen: Staatsanwaltschaften sollen Kriminelle nach dem Willen des Ständerats auch künftig nicht mittels eines Strafbefehls des Landes verweisen können. Die kleine Kammer hat eine Motion der Staatspolitischen Kommission des Nationalrats in diesem Punkt abgelehnt. Einverstanden war der Ständerat mit einem anderen Punkt: Der Bundesrat muss den Katalog der Straftaten anpassen, die automatisch einen Landesverweis nach sich ziehen. Dies, damit geringfügige Verstösse wie Diebstahl von der obligatorischen Landesverweisung ausgenommen werden, insbesondere wenn sie von jungen Ausländern begangen wurden, die in der Schweiz aufgewachsen sind. Der Ständerat folgte damit gänzlich den Empfehlungen seiner vorberatenden Kommission, womit die Abstimmungen zur Motion entfielen. Der Nationalrat hatte diesen Punkt einstimmig angenommen.

Actes punis de la prison à vie : Les actes criminels punis de l'emprisonnement à vie pourraient devenir imprescriptibles. Suivant le National, le Conseil des Etats a donné suite à une initiative en ce sens du canton de St-Gall. Les Sénateur Libéraux-Radicaux étaient divisés sur la question. Actuellement, le droit pénal prévoit l'imprescriptibilité pour le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les infractions qualifiées d'ordre terroriste, ainsi que les actes d'ordre sexuel ou pornographique commis sur des enfants. Les actes susceptibles d'être punis de l'emprisonnement à vie sont, eux, prescrits au bout de 30 ans.

China-Strategie: Die FDP-Deputation, die mit einer Stimme sprach, konnte verhindern, dass der Bundesrat seine China-Strategie anpassen muss. Der Vorstoss aus dem Nationalrat, der den bilateralen Menschenrechtsdialog erweitern wollte, traf im Ständerat auf keine Mehrheit. So zeigt sich, dass der Ständerat sich der Bedeutung der Menschenrechte bewusst ist aber den pragmatischen Ansatz des Bundesrates gegenüber einer radikalen, moralisierenden Lautsprecherpolitik, wie es die linken Parteien implementieren wollen, bevorzugt.

Abkommen mit Grossbritannien: Der Ständerat hat einstimmig das Abkommen über die Mobilität von Dienstleistungserbringern unterstützt. Es regelt den gegenseitigen Marktzugang der befristeten Aufenthalte von Dienstleistungserbringern, wie beispielsweise Unternehmensberatern, IT-Experten oder Ingenieuren. Die FDP steht hinter dem Abkommen. Jedoch darf sich der Bundesrat nicht auf seinen Lorbeeren ausruhen und muss den nächsten Schritt unter dem Motto «build the bridge» angehen (siehe: [20.3127](#)).

Square Kilometre Array Observatory" (SKAO): Das empfindlichste Radioteleskop des 21. Jahrhunderts, soll die Entstehung der ersten Sterne und Galaxien erforscht werden. Damit sich die Schweiz bis 2030 am SKAO beteiligen kann, beantragt der Bundesrat dem Parlament, den bereits bewilligten Verpflichtungskredit zu erhöhen. Im Rahmen der BFI-Botschaft 2021-2024 hatte das Parlament einen Verpflichtungskredit in der Höhe von 8,9 Millionen Franken bewilligt, unter dem Vorbehalt, dass eine Erhöhung des Betrags nicht ausgeschlossen sei. Der Ständerat und die FDP-Deputation sind einstimmig dem Antrag des Bundesrates gefolgt und haben im Gegenzug für eine Verlängerung der Teilnahme bis ins Jahr 2030 der Betrag um 24,7 Millionen erhöht.

Erasmus plus: Nachdem in der vergangenen Session der nationalrätliche FDP-Deputation die Motion zur Erarbeitung einer Finanzierungsbotschaft geschlossen angenommen hatte, konnte die ständerätliche Deputation diese mit überwältigender Mehrheit abweisen. Das strategische Ziel, das Anliegen aus der Vorlage zum Kohäsionsbeitrag zu entfernen, war bereits erreicht worden. Der Ständerat sowie unsere Deputation hat zu Recht erkannt, dass die Vorlage weder zeitlich umsetzbar war noch die Verhandlungsposition des Bundesrates stärken würde, sondern sogar verschlechtert hätte.

Bekämpfung missbräuchlicher Konkurs: Beim Paket zur Bekämpfung von missbräuchlichen Konkursen lenkt der Ständerat bei zwei von drei Differenzen ein. Angeführt durch FDP-Ständerat Bauer stimmt der Ständerat und die Grossmehrheit der Parteikolleggen für die Position der Kommissionsminderheit zur Verhinderung eines «Bürokratiemonsters». Somit setzte sich die Version des

Nationalrats für eine eingeschränkte Revisionspflicht, dem sogenannten Opting-out, durch. Ebenfalls beim bundesgerichtlich gestützten Verbot des Mantelhandels folgte die kleine Kammer der engeren Fassung des Nationalrats. Diese will, dass Anteile von faktisch Pleite gegangenen Unternehmen nur verkauft werden dürfen, wenn es sich um überschuldete Gesellschaften ohne Geschäftstätigkeit und Aktiven handelt. Festgehalten hat der Ständerat an seiner strengeren Lösung bezüglich der Konkursbetreibung.

Revision Strafprozessordnung: Anstoss für die Revision des jungen Gesetzes sind knapp 50 eingereichte Vorstösse. Die Mangelhaftigkeit bzw. Untauglichkeit des Gesetzes in der Praxis kann mit der Tatsache erklärt werden, dass zuvor keine national harmonisierte Strafprozessordnung bestanden hat. Das Parlament hat die revidierte Strafprozessordnung grundsätzlich gutgeheissen. Nach dem Nationalrat hat ihr in der letzten Wintersessionswoche auch der Ständerat mit 29 zu 9 Stimmen bei 3 Enthaltungen der Vorlage zugestimmt. Im Zentrum der Revision stehen die Teilnahmerechte am Verfahren, die Anwaltstarife sowie die Einführung der restaurativen Justiz, welches das Opfer vermehrt in den Fokus stellt. Im Gegensatz zum Nationalrat ist der Ständerat u.a. gewillt die Praxisprobleme der weitreichende Teilnahmerechten einzuschränken und aufwendigen wie auch unzweckmässigen Verfahrensprozesse entgegenzuwirken. Die FDP begrüsst die Effizienzsteigerung im Strafverfolgungsverfahren, welches langfristig auch Rechtssicherheit in der Gesellschaft garantiert. Anders als der Nationalrat will der Ständerat zudem auch das Konzept der sogenannten restaurativen Gerechtigkeit nicht in diese Vorlage aufnehmen. Die Vorlage geht mit mehreren Differenzen zurück an den Nationalrat.

15. Vorstösse der FDP-Liberale Fraktion

Po. Groupe libéral-radical (*Orateur NR Nantermod*). **Conséquences d'une prévoyance vieillesse indépendante de l'état civil ?**

Text

Le Conseil fédéral présentera un rapport sur les conséquences qu'entraînerait l'introduction d'une prévoyance vieillesse individuelle, soit complètement indépendante de l'état civil. Il étudiera tout particulièrement les éléments suivants:

- › AVS : suppression des avantages et désavantages des couples mariés ou pacsés.
- › LPP : stricte individualisation des prestations de la prévoyance professionnelle, effet sur le niveau des rentes et sur la redistribution des actifs aux retraités.
- › Conséquences sur les autres assurances sociales (prestations complémentaires, aide sociale, etc.), ainsi que sur les finances de la Confédération, des cantons et des communes.
- › Evolution des paramètres ces prochaines années et décennies.
- › Transition vers le nouveau système neutre en matière de coûts.
- ›

Begründung

Dans les débats, il est souvent question d'une pénalisation du mariage. Or, la situation est plus complexe que cela. Dans l'AVS, selon les chiffres du Conseil fédéral, les couples mariés seraient dans l'ensemble gagnants à hauteur de 400 millions de francs par an par rapport aux personnes non-mariées : le plafonnement de la rente pour couples serait globalement plus que compensé par d'autres avantages (rentes de veuve/veuf, bonifications).

Dans la LPP, en principe, chaque assuré contribue de manière indépendante à son 2ème pilier. Toutefois, au moment de l'octroi des rentes, des critères liés à l'état civil entrent également en ligne de compte. Tel est notamment le cas pour les rentes de veuve.

Le Conseil fédéral est donc invité à analyser les flux existants entre les différentes communautés de vie dans la prévoyance vieillesse, à présenter un modèle strictement individuel, dont les coûts globaux ne seraient pas plus élevés que ceux du système actuel, et à analyser les conséquences d'un tel modèle sur la société.

Dans ce cadre, il évaluera également les effets que ce nouveau système aurait sur les autres assurances sociales. La répartition de la prise en charge des coûts par les différents échelons de l'Etat sera également analysée.

16. Schlussabstimmungen

Mit den Schlussabstimmungen zu 21 Vorlagen haben die eidgenössischen Räte am Freitag die Wintersession abgeschlossen. Verabschiedet wurden:

- › mit 125 zu 67 Stimmen bei 1 Enthaltung (Nationalrat und mit 31 zu 12 Stimmen bei 0 Enthaltungen (Ständerat) die Reform der AHV, die das Rentenalter der Frauen von 64 auf 65 Jahre erhöht und neun betroffenen Jahrgängen einen Rentenzuschlag gewährt;
- › mit 126 zu 40 Stimmen bei 27 Enthaltungen und mit 43 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen der mit der AHV-Reform zusammenhängende Bundesbeschluss, der eine Erhöhung der Mehrwertsteuer von heute 7,7 Prozent um 0,4 Prozentpunkte vorsieht;
- › mit 151 zu 38 Stimmen bei 6 Enthaltungen und mit 37 zu 0 Stimmen bei 6 Enthaltungen eine dringliche Änderung des Covid-19-Gesetzes, die zahlreiche Hilfsmassnahmen bis Ende 2022 verlängert und gewisse Corona-Tests wieder gratis zur Verfügung stellt;
- › mit 145 zu 44 Stimmen bei 6 Enthaltungen und mit 40 zu 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen eine dringliche Änderung des Bundesgesetzes über die Personenbeförderung, die den öffentlichen Verkehr bei der Bewältigung der Auswirkungen der Corona-Krise mit 240 Millionen Franken unterstützt;
- › mit 125 zu 70 Stimmen bei 0 Enthaltungen und mit 31 zu 12 Stimmen bei 0 Enthaltungen die Verrechnungssteuerreform, die die Verrechnungssteuer auf inländischen Zinserträgen und die Umsatzabgabe auf Schweizer Obligationen weitgehend aufhebt;
- › mit 178 zu 14 Stimmen bei 1 Enthaltung und mit 43 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen eine Änderung des Bundesgesetzes über die Mehrwertsteuer, die ehrenamtlich geführte Vereine neu bis zu einem Jahresumsatz von 250'000 Franken von der Mehrwertsteuer befreit;
- › mit 111 zu 80 Stimmen bei 2 Enthaltungen und mit 31 zu 12 Stimmen bei 0 Enthaltungen eine Änderung des Ausländergesetzes, die in der Schweiz vorläufig aufgenommenen Personen untersagt, ins Ausland reisen zu dürfen;
- › mit 180 zu 0 Stimmen bei 14 Enthaltungen und mit 42 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung eine Änderung des DNA-Profil-Gesetzes, die Ermittlungsbehörden künftig erlaubt, mehr Informationen aus DNA-Spuren herauszulesen;
- › mit 96 zu 67 Stimmen bei 30 Enthaltungen und mit 38 zu 0 Stimmen bei 5 Enthaltungen eine Anpassung der Strafrahmen im Strafgesetzbuch, die Verurteilte wegen schwerer Körperverletzung sowie Gewalt und Drohung gegen Beamte künftig härter bestraft;
- › mit 123 zu 67 Stimmen bei 3 Enthaltungen und mit 39 zu 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen eine mit der Strafrahmenharmonisierung zusammenhängende Anpassung des Nebenstrafrechts an das geänderte Sanktionsrecht;
- › mit 142 zu 46 Stimmen bei 5 Enthaltungen und mit 41 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen die Verlängerung der Reduktionsziele im CO₂-Gesetz, die nun bis Ende 2024 gelten und die Reduktion der Treibhausgasemissionen um jährlich weitere 1,5 Prozent fortschreibt;
- › mit 131 zu 52 Stimmen bei 10 Enthaltungen und mit 32 zu 5 Stimmen bei 6 Enthaltungen die Verordnung der Bundesversammlung, die Parlamentsmitgliedern die Kosten für dienstliche Reisen per Flugzeug nur noch bedingt zurückerstattet;
- › mit 195 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen und mit 43 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen eine Änderung des Luftfahrtgesetzes, die unangekündigte Alkoholkontrollen und ein Melderecht bei akuten psychischen Krankheiten von Flugpersonal erlaubt;
- › mit 158 zu 28 Stimmen bei 8 Enthaltungen und mit 43 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen das neue Bundesgesetz, das die Grundlage schafft für die Bewilligung des privatwirtschaftlich aufgegleisten unterirdischen Gütertransportprojekts "Cargo sous terrain";

- › mit 126 zu 67 Stimmen bei 0 Enthaltungen und mit 29 zu 12 Stimmen bei 1 Enthaltung die Verordnung der Bundesversammlung, die Doppelbürgerinnen und Doppelbürger im National- und Ständerat sowie im Bundesrat zur Offenlegung ihrer Staatsangehörigkeiten verpflichtet;
- › mit 192 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen und mit 43 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen eine Teilrevision des Bankengesetzes, dank der Bankkunden im Falle eines Konkurses ihre Guthaben schon innert sieben Tagen statt wie bisher zwanzig Tagen ausbezahlt erhalten;
- › mit 122 zu 68 Stimmen bei 3 Enthaltungen und mit 30 zu 12 Stimmen bei 1 Enthaltung eine Änderung des Kollektivanlagengesetzes, die ausländischen Anlegern eine neue Fondskategorie eröffnet und so den Fondsplatz Schweiz stärken soll;
- › mit 141 zu 52 Stimmen bei 0 Enthaltungen und mit 43 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen der Bundesbeschluss, mit dem der Schweizer Stiftungsstandort gestärkt werden soll, unter anderem mit angemessenen Entschädigungen für Stiftungsräte;
- › mit 195 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen und mit 43 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen eine Revision des Innovationsförderungsgesetzes, die der Agentur Innosuisse mehr Spielraum bringt bei der Unterstützung von Start-ups und innovativen Unternehmen;
- › mit 195 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen und mit 44 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen eine Verordnung, die der Beschwerdekammer des Bundesstrafgerichts in Bellinzona angesichts der steigenden Geschäftslast die Schaffung einer vierten Richterstelle ermöglicht;
- › mit 32 zu 10 Stimmen bei 2 Enthaltungen (nur Ständerat) eine Änderung des Geschäftsreglements des Ständerats, die analog des Nationalrats sämtliche Abstimmungen in der kleinen Kammer mit veröffentlichten Namenslisten transparent macht.

Die Entscheide - ausgenommen die Änderung des Geschäftsreglements des Ständerats und die Verordnungsänderungen - unterstehen dem fakultativen Referendum. Das Referendum von Gewerkschaften gegen die AHV-Reform gilt als sicher. Die SP will zudem eine Unterschriftensammlung gegen die Verrechnungssteuerreform starten. Die Corona-Massnahmegegner-Organisation Mass-Voll prüft schliesslich ein weiteres Referendum gegen die Revision des Covid-19-Gesetzes.